

**XXXIII**  
**TECMUN**

---

Conseil de l'Europe

“Todo el mundo piensa en cambiar el mundo, pero nadie piensa en cambiarse a sí mismo”

-León Tolstoi

Delegados, embajadores, jueces, ministros, fiscales y compañeros:

Primeramente, quiero darte la bienvenida al XXXIII TECMUN. Te agradezco por atreverte a participar y formar parte de este evento tan importante para muchos. Esta ocasión me toca dejar este modelo, que me ha dado tanto y me deja con una de las mejores historias que puedo contar. No soy la única que enfrenta un gran cambio tan importante este año. En México, Paraguay, Colombia Brasil y Venezuela, los ciudadanos, como tú y como yo, enfrentarán un cambio mucho más importante que el pase de preparatoria a universidad. Efectivamente, este año dichos países llevarán a cabo distintos procesos electorales que les permitirán elegir a su presidente.

Desde mi punto de vista, el cambio va más allá de un nuevo gobierno. El cambio comienza en mí, en ti, en el señor que se dedica a abrir las puertas de un restaurante, en el profesor que nos da una clase de matemáticas y en todos y cada uno de los individuos que intentan día con día salir adelante.

Nuestro México y nuestro planeta, hoy más que nunca, necesitan que gritemos que estamos aquí, que nos hagamos notar por nuestras buenas acciones y que estamos dispuestos a cambiar. Yo sé que TECMUN no es más que una simulación, una ayuda para pasar una materia o lo que aplique a tu caso, pero, si aprovechas todo lo que ya pusiste para estar aquí hoy (esfuerzo, tiempo, dinero, etc.) te prometo que será el primer paso para alzar la voz y para demostrar que estás y estamos aquí.

No me queda más que invitarte a expresarte como tú sabes, defender tus ideas y hacerte notar estos tres días y por el resto de tu vida.

---

Yael Ruiz Morales  
Subsecretaria del Consejo Económico y Social  
XXXIII TECMUN

Ministres :

Bienvenus à la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe, le seul comité dans TECMUN qui a le français comme sa langue officielle du travail.

Pendant les trois jours de débat, nous y allons avoir un débat intense sur un des sujets clés basé

en suivant des objectifs que le Conseil de l'Europe défende : la diplomatie, l'économie et la culture européenne. Toutefois, nous ne sommes pas ici seulement pour avoir un simple débat. Nous allons changer le monde.

Notre société actuelle est replète des problèmes sérieux aux moyens comme la politique et la lutte pour les droits humains, pour dire quelques exemples. C'est possible qu'au TECMUN nous n'avons pas le pouvoir ou la pertinence nécessaire pour fonder et prendre les actions nécessaires pour résoudre ces problèmes, mais nous avons la clé la plus importante pour promouvoir la connaissance d'eux-mêmes : nos voix. En utilisant d'eux, nous allons créer de la conscience et nous allons enseigner d'une autre manière l'importance de ces problèmes dans et hors du forum de débat. De plus, nous y allons proposer nos propres stratégies réalistes et objectives lesquelles nous utiliserons pour être écoutés par le monde.

Tous les rêves sont possibles si on fait des actions pour les accomplir et vous n'êtes pas seules dans cette mission. Ma chambre, vous et moi ferions tous ensemble les mesures nécessaires pour impulser ces mêmes changements qu'on désire.

« Visez vers la lune et si vous la ratez, vous vous retrouverez parmi les étoiles. »

---

Gustavo Santaella González  
Président du Conseil de l'Europe  
XXXIII TECMUN

---

# Antécédent du Conseil de l'Europe

*Le Conseil de l'Europe, créé le 5 mai 1949, est un organisme qui a comme l'objectif la défense et la protection de la démocratie, l'exercice de l'État au Droit et les droits de l'homme, particulièrement les civils et politiques bien qu'il s'en occupe aussi des sociaux et économiques, selon ce convenu à la *Charte Sociale Européenne*.*

Aujourd'hui, le Conseil de l'Europe est considéré comme l'organisation la plus agée à la recherche de l'intégration européenne et elle est composée avec la plupart des États européens avec l'exception de la Biélorussie, le Kazakhstan et l'État de la Cité du Vatican, exclus par ses régimes politiques incompatibles avec les principes de la permanence au lui. Le Conseil a aussi comme observateurs externes aux pays des États-Unis, le Canada, le Japon, l'Israël, le Mexique et le Saint-Siège.

# Sujet A

---

Mesures pour contrer l'évasion fiscale et ses conséquences sur le continent européen

---

*Par: Eduardo Vázquez Kuri*  
*Pablo Iván de la O Herrera*  
Gustavo Santaella González

### ***Introduction:***

L'évasion fiscale a été un grand problème, non seulement pour les économies européennes, aussi pour l'économie mondiale; qui a causé de nombreuses pertes économiques à plusieurs pays. Elle consiste en l'évitement illégal des impôts par des particuliers, sociétés, fiducies, etc; en utilisant les failles fiscales d'un État ou en déplaçant une fraction d'un patrimoine vers quelques pays, s'appelle paradis fiscal, qu'ils ont fiscalité réduite ou nulle.

Grâce à la modernisation en Europe, l'évasion fiscale a développé, la présence des entreprises européennes dans les paradis fiscaux a augmenté drastiquement, ainsi que la participation des sociétés, de célébrités et d'entreprises importantes dans ce crime a été trouvée, en raison de la divulgation de documents tels que les Papiers du Paradise et Les Papiers du Luxembourg, dans les années 2016 et 2017.

De la même manière que l'évasion fiscale a changé, ses conséquences subissent le même changement. Chaque année l'évitement des impôts génère la perte de plus de deux cent milliards d'euros, ainsi que de plus de trois millions des travailleurs, dans le continent européen. En conséquence d'impact économique qu'elle génère, les PIBS de plusieurs pays comme République de Malte, ainsi que la République de Chypre, entre autres; ont été affectés avec baisses de plus de 2,5%.

Tous les pays européens sont conscients de les conséquences économiques que ce problème a généré et ils sont si affligés, qu'ils sont prêts à trouver une solution économiquement et politiquement viable. Le Conseil de l'Europe, en tant qu'une des organisations internationales avec une grande importance en Europe, a l'objectif et le but de résoudre ce problème d'une manière économiquement, politiquement et légalement satisfaisante à leurs intérêts et à ceux de tous les pays membres, en tenant compte de la situation économique de chacun et des ressources disponibles.

### ***Antecedents et contextes:***

“Après de la deuxième guerre mondiale, le monde émerge désintégré” (Barreix, Roca & Velayos, 2016). Les pays avaient eu seulement un peu de confiance entre eux, il n'y avait pas un système financier moderne comme lequel nous avons maintenant, l'économie était concentrée en la reconstruction et récupérations des pays affectés pour la guerre et, en

conséquence de tous ces événements, la fiscalité s'a tourné en un phénomène globale. Alors, les paradis fiscaux ont commencé à se développer dans les nations et leur présence a généré une incompatibilité entre la relation entre les pays et les entreprises locales, tandis que personnes avec grandes fortunes ont été favorisé contre tous les dernières classes économiques.

Pendant la décennie des quatre-vingts du siècle passé, il y avait une idée present consistant en que le phénomène fiscale est globale et qu'une évasion fiscale au futur serait lié au système monétaire dans deux aspects: un qui protège l'évasion, et autre qui favorise la planification fiscale. Á la fin de la décennie il s'a documente le premier effort politique avec le motif de relationer la globalization financière avec l'évasion fiscale: la échoué Directive européenne sur la fiscalité de l'épargne de 1989 ou Directive Scrivener.

Depuis le commence de la décennie des quatre-vingt dixes, la libéralisation des capitales financiers s'a accélère et la perte de ressources tributaires a augmenté à cause de ca. Apres, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Financier (OCDE) approuvé en 1998 le premier travail concentre sur la compétence fiscale nuisible. Un autre travaille importante qui avait été réalisé en référence du problème est le Modèle d'Accord d'Échange d'Information Fiscale du Centre Interaméricain des Administrations Tributaires (CIAT), qui date de le commence de la décennie et qui a été révisé plus tard dans 1999. Ses contributions vers la réalisation du crise fiscale sont trouvés dans la tôte identification d'un problème seulement conceptuel et d'être capable d'apporter une solution pratique de tous manières

### ***Développement:***

L'évasion fiscale avait été un problème ou l'Union Européenne dans un longtemps, mais l'action affirmative contre ce problème a commencé seulement depuis 2015, quand le Parlement Européenne a commencé une commission spéciale temporaire qui va travailler avec les résolutions fiscales. En conséquence de cette investigation, en 2016 ils ont créé une commission d'investigation sur les Papiers de Panama, en concentrant avec les conséquences qu'il pourrait avoir en contre de l'Europe et son économie. Ils ont aussi développée mesures contre l'évasion fiscale des entreprises, et on a proposé autre mesure sur transparence fiscale et multinationales.

Les puissances et organismes européennes avaient essayé de proposer et implémenter des mesures pour résoudre ce problème auparavant, mais le succès de chacun avait été variable. Le 28 de Janvier de 2016 la Commission Économique Européenne a présenté sa proposition pour une “Directive Pour l'Évitement d'Impôts” comme partie de le Paquet d'Anti Evitement des Impôts. Le 20 de Juillet de 2016 la Commission a adopté la directive (EU) 2016/1164 pour donner les lignes contre les pratiques d'évitement d'Impôts qu'affectent directement le marché interne. La commission a présenté sa proposition le 25 d'octobre de 2016 pour compléter la loi existante dans les discordances hybrides qui cherche la prévention de compagnies d'exploiter les discordances nationales pour éviter les impôts.

La “Directive Pour l'Évitement d'Impôts” (DPEI) implementes cinq mesures pour prévenir l'abuse qui sont légalement vinculantes avec lesquelles toutes les états membres doivent appliquer en contre des formes communs de plainement d'impôts agressives. Ces mesures doivent être appliqués depuis le premier janvier de 2019, et ils crient un niveaux basique contre l'évitement du problème à l'UE.

Les mesures de la directive sont les suivantes:

Rule de Compagnie Étrangère Contrôlé (CFC en anglais): Pour dissuader le change a un pay sans impôt ou avec des impôts baisses.

- Rule de Change: Pour prévenir double non-Imposition de certain ingresse.
- Sortir Imposition: Pour prévenir des compagnies d'éviter l'imposition quand on se relocalisent les atouts.
- Limitation d'intérêt: Pour décourager l'organisation de debt artificiale dessinés pour minimiser impôts.
- Rule generale anti abuse: Pour contrer planification des impôts aggressive quand autres loies n'appliquent pas.
- Le Paquet d'Evitation Anti-Impôts est part de l'agenda de la CEE pour avoir des impôts des entreprises plus simples, justes, et effectives. Il a mesures concrètes pour prévenir la planification d'impôts aggressive, augmenter la



transparence d'impôts, et niveler le contrôle des entreprises à l'économie de l'Union.

- Ces mêmes stratégies ont l'objectif d'aider les Etats Membres de l'UE à prendre action forte et coordonnée contre la crise d'impôts et assurer que les entreprises payent impôts quand ils font des bénéfices à l'Union.

De la même manière, les éléments clé qui composent les objectifs implicites du traité sont:

- La **Communication de Chapeau**, qui deligne le contexte politique, économique, et international de le Paquet et on donne une vision générale des différents éléments.
- La **Proposition Directive contre l'Évitement des impôts**, qui propose six mesures anti abuse légalement vinculantes lesquelles doivent être appliqués pour toutes les États Membres contre les forms comuns de planification agressive d'impôts.
- La **Révision de la Directive Administrative de Coopération**, qui propose reports pay-a-pay entre les autorités fiscales dans information clé en référence à les impôts de multinationales opérant dans l'Union.
- La **Recommandation dans Traités Fiscales**, qui advise les États Membres comment renforcer ses traités fiscales contre l'abuse des planteurs agressives, dans une forme compliant avec l'UE
- La **Communication dan une Stratégie Externe pour une Impositione Effective**, qui présente une approximation de l'Union plus fort et cohérent pour travailler avec pays de troisieme monde dans bonnes affaires de governance. On a aussi un process pour former une liste commun des troisièmes pays de l'UE pour motives d'impôts,
- **L'Étudie dans Planification Agressive**, qui regarde les lois (ou manquer de ces) en affaire d'impôts corporatives des États Membres qui peuvent faciliter la planification agressive et les structures clés utilisés pour les compagnies pour éviter l'imposition.

Les états membres doivent assurer le niveau de protection minimum établi par la directive, ils ne peuvent offrir des lois moins restrictives, d'accord à l'article 3. Même comme ça, la DPEI est une directive minimum qui a seulement des provisions générales qui laissent l'implémentation pour les états membres donc ils conviennent mieux avec leurs systèmes d'impôts particuliers. Il y a des États Membres qui espèrent avoir aussi peu de changements que possible. Bundgaard et Schmidt (2016) considèrent que "Les États Membres ne peuvent pas compter avec l'article 3 de la DPEI avec l'intention de ne faire rien".

Des entreprises privées ont exprimé leurs préoccupations pour les possibles conséquences que l'évasion pourrait avoir dans l'UE à travers des actions au long terme. Amazon, la compagnie multinationale de e-commerce, va payer 100 millions d'euros à l'office tributaire italienne après l'arrivée d'un accord en résultant d'une investigation pour fraude fiscale entre le 2011 et 2015. L'entreprise va payer après il a signé une "évaluation avec adhésion" pour résoudre les problèmes relationnels avec les investigations tribulaires faites par la Garde de Finance. Les quantités réfèrent à Amazon EU et à *Amazon Italia Services*. Puis, on est assuré qu'on a fait la dénudation du chemin pour l'impression d'accorder des préventives pour le futur. Accordés comme la Directive Pour l'Évitement d'Impôts.

D'une autre manière, le destin des lois est très contesté, principalement parce qu'on ne sait pas s'ils seront vraiment effectives pour combattre la crise. Avec ça, la question la plus grande est si l'implémentation correcte de la DPEI inclut toute la loi présentée là ou détaillée des règles présentées. L'évaluation dépend des faits et circonstances des cas concrets, et ils doivent être évalués de manière particulière. Pour ça, des différents pays européens ont fait l'appel pour améliorer ces lois en faveur du bien commun.

### ***Positions des pays et du Conseil:***

En outre avec la situation du Royaume Uni, qui avait condamné les événements avec des actions comme on a mentionné déjà, les autres pays les plus développés de l'Union Européenne ont mis leurs mains en œuvre en commun pour chercher le chemin à suivre au futur. Des pays comme l'Allemagne ont réagi d'une manière positive vers l'évasion. Les règles décrites dans la DPEI reflètent généralement les règles allemandes, avec l'inclusion d'un seuil *de minimis* de 3 millions d'euros.

Le DPEI permette les états membres appliquer alternativement un ratio basé en revenu, plutôt qu'un ratio de groupe de debt-a-égalité, qui n'est pas possible sur la loi d'impôts allemande. Ceci test de ratio groupale prend a raconté les frais d'interesse et les Gains avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (GAIIDA) dans un niveaux groupale, et on applique ceci ratio a le GAIIDA de le payer relevante.

Article 5(1) de le DPEI a besoin des etats membres à introduire règles d'impôts de sortie qui adressent les circonstances suivantes:

- Quand les assets sont transferu d'une officiel a la tête a un etablissement etrangere permanent (EP).
- Quand les assets sont transférés d'un EP à autre EP à l'etranger.
- Quand un payer d'impôts transféré sa résidence d'impôt jusqu'à les assets ne sont pas connecté avec un EP restant; or
- Quand un payer d'impôts transféré une entreprise complet à l'etranger.

Allemande a déjà règles d'impôts de sortie qui covertent toutes les quatres situations lesquelles les Etats Membres plus influentes seront requis à lever les impôts de sortie.

Des autres pays paradise des impôts comme Malta ont suffri des conséquences pour l'évasion. La GPEI de l'UE est attendu pour avoir un impact significatif dans les lois Maltaises d'impôts depuis Malta, actuellement, n'a pas des règles dans toutes les areas couvert par la directive. Ces règles vont nécessiter être modifié seulement à l'extension qu'ils ne rencontreront le niveaux minimum prescrit pour le GPEI.

Les règles d'impôts actuelles de la Malte permettent une deductione fiscale pour l'intéressé sur tout l'argent emprunté s'il est payé dans capital employé en acquérir revenu. Ceci frais est admissible même si la prestation serait fait pour un purpose capitale, mais on est déductible seulement contre le revenu dérivé dans le même anné de l'emploi de ce capitale. Actuellement, la loi domestique repondre deja pour des limitations dans les déductions d'interesse et le GPEI pourrait terminer etre plus généreuse depuis on contemple le deducible des costes de prestation deducibles.

Avec son objectif d'assurer le bien commun entre les pays membres de l'Union Européenne aux moyens économiques et sociaux, le Conseil de l'Europe avait établis sa position ferme dans en faveur de l'amélioration des règles actuelles et aussi de fermer de provoquer des inadéquations hybrides avec les systèmes d'impôts de pays troisièmes. Le Conseil a principalement l'objectif de chercher de quelque maniere la prévention de ces pays d'exploiter disparités entre deux ou plus des juridictions pour réduire sa responsabilité fiscale globale. Ces règles améliorées peuvent résulter dans une érosion substantielle des bases taxables de payers d'impôts dans l'UE, mais ces sont nécessaires pour assurer le succes économique du même au long terme grâce à l'élimination des dangers de l'évasion.

## *Références*

---

1. Taxation and Customs Union (2016) The Anti Tax Avoidance Directive. Recherché en Décembre 15, 2017, *TCU*. Web.  
<[https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/business/company-tax/anti-tax-avoidance-package/anti-tax-avoidance-directive\\_en](https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/company-tax/anti-tax-avoidance-package/anti-tax-avoidance-directive_en)>
2. Milenio Digital (2017) Amazon pagara mas de 100 mde tras acusación de evasión fiscal en Italia. Recherché en Décembre 15, 2017, *Milenio Negocios*. Web.
3. <[http://www.milenio.com/negocios/amazon-italia-100-euros-fraude-fiscal-evasion-multa-impuestos-milenio-noticias\\_0\\_1085291519.html](http://www.milenio.com/negocios/amazon-italia-100-euros-fraude-fiscal-evasion-multa-impuestos-milenio-noticias_0_1085291519.html)>
4. Parliament Européenne (2016) EL PE y la lucha contra la evasión fiscal. Recherché en Décembre 15, 2017, *Parliament Européenne*. Web.  
<<http://www.europarl.europa.eu/news/es/headlines/economy/20160502STO25468/el-pe-y-la-lucha-contra-la-evasion-fiscal>>
5. Linn & Braun (2016) The ATAD and its Effect on German Tax Law. Recherché en Décembre 15, 2017, *International Tax Review*. Web.  
<<http://www.internationaltaxreview.com/Article/3647344/The-ATAD-and-its-effect-on-German-tax-law.html>>
6. Gouder & Scicluna (2017) Malta Reviewing Domestic Tax Law in Preparation for ATAD. Recherché en Décembre 15, 2017, *International Tax Review*. Web.  
<<http://www.internationaltaxreview.com/Article/3762335/Malta-reviewing-domestic-tax-law-in-preparation-for-ATAD.html>>
7. Head, F (2017) Corporate Tax Avoidance: Council Agrees its position on hybrid mismatches. Recherché en Décembre 15, 2017, *Conseil de l'Europe*. Web.  
<<http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2017/02/21/corporate-tax-avoidance/>>
8. Barreix, A., Roca, J., Velayos, F.. (2016). Breve Historia de la Transparencia Tributaria. Recherché en Décembre 20, 2017, *Banque Interaméricain de Développement*. Web.  
<<https://publications.iadb.org/bitstream/handle/11319/7670/Breve-historia-de-la-transparencia-tributaria.pdf?sequence=1>>

## *Glossaire*

---

### **A**

**Adhesion:** Mode d'expression par un État de son consentement à être lié par une convention qu'il n'a pas signée lors de sa conclusion.

**Auparavant:** Avant, en parlant d'une priorité de temps.

### **C**

**Corporatives:** Qui a rapport au groupement par corporations.

**Crime:** Action que la loi punit d'une peine afflictive et infamante.

### **D**

**Danger:** Ce qui est ordinairement suivi d'un malheur, ou qui expose à une perte, à un dommage, etc.

**Déductible:** Qui peut être déduit d'un bénéfice, d'un revenu, d'une déclaration fiscale, etc.

**Dénuqué:** Qui n'est pas couvert ; qui est nu.

**Discordances:** État de ce qui est discordant, tant au sens physique qu'au sens moral.

### **E**

**Entreprise:** Unité économique autonome qui, en combinant divers facteurs de production, produit pour la vente ou distribue des biens et des services

**Emprunté:** Qui manque de naturel en parlant des manières de quelqu'un.

**Évasion Fiscale:** L'action consistant à éviter ou réduire l'impôt en assujettissant le patrimoine ou les bénéfices dans un pays différent de celui auxquels ils devraient être soumis.

## F

**Fiscal :** Relatif à l'ensemble des administrations chargées de percevoir, de fixer et de répartir les impôts.

## H

**Hybride:** Chose issue de deux composants différents.

## I

**Impôt:** Charge publique, droit imposé sur certaines choses.

**Imposition:** Action de soumettre à une taxe, à une contribution sociale; Droit, impôt, contribution, imposé sur les choses ou sur les personnes.

**Inadéquation:** Ce qui n'est pas adéquat, pas adapté au but.

**Intérêt:** Rémunération d'un prêt de l'emprunteur (pour lequel il représente une charge) au prêteur (pour lequel il est un profit); il fait alors, avec le principal (ou capital restant dû) partie des mensualités.

## L

**Liaison:** Lien, contact établi entre différents secteurs, entre diverses personnes, pour la communication des ordres, des informations, etc.

**Loi:** Toute règle qui est reçue dans le pays et qui y a force de loi, soit qu'elle ait rapport au gouvernement général, soit qu'elle fixe le droit des particuliers.

## **M**

**Mesures:** Qui fait preuve de modération ou de retenue ; qui respecte la bienséance.

## **P**

**Phénomène :** Enchaînement ordonné de faits ou de phénomènes, répondant à un certain schéma et aboutissant à quelque chose

## **R**

**Ressource:** Ce qui peut fournir ce dont on a besoin.

## **S**

**Stratégie:** Est l'art de planifier, d'organiser et de diriger des opérations militaires de manière prévisionnelle et de coordonner les forces militaires dans un conflit, pour atteindre un objectif décisif.

## **T**

**Traité:** Lettre de change qu'un banquier tire sur un de ses correspondants, un commerçant sur celui à qui il a fourni une marchandise.



## *Questions Guide*

---

1. Quelles sont les stratégies sociales, économiques et politiques qu'on pourrait implémenter pour prévenir l'évasion fiscale de l'Europe aux moyens privés et publics?

1. Comme est-ce que les nations européennes pourraient coopérer pour assurer un bien commun entre eux dans ce sujet?

1. Au moyen de la loi commerciale internationale, quelles lois peuvent être améliorées ou créées pour éliminer l'évasion fiscale?

1. Quelles sont les actions que pourraient être faites pour prévenir le développement des paradis fiscaux qui concernent à l'économie européenne dans et hors de l'UE?

1. Est-ce qu'il y a besoin de la création des organismes fiscaux médiateurs ou l'amélioration de ceux déjà existants pour faciliter les mesures contre le problème?

## **Sujet B**

---

Les relations commerciales UE - Chine et  
l'augmentation des politiques populistes dans  
l'Union Européenne

---

*Par: Alejandro Enríquez Coronado  
Arely Martínez Martínez  
Gustavo Santaella González*

## ***Introduction***

Les relations de commerce parmi l'Union Européenne (UE) et la Chine ont augmenté depuis 2001 avec l'inclusion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce. La Chine a toujours cherché le << statut d'économie de marché >> qui signifie que le pays a une économie dirigée par les règles de offre et demande, mais le statut n'a pas été donné à la Chine car il y a des institutions qui considèrent que celle-là a un système encore manipulé par le gouvernement et les partis communistes.

Avec l'augmentation des relations commerciales parmi l'UE et la Chine, les politiques populistes ont pris force car les populistes croient que la Chine fait des dommages à l'économie de l'Union avec des pratiques de mercantilisme et de dumping. Pour cette raison, il y a des pays qui argumentent que la Chine devrait suivre avec ses nombreuses négociations avec l'Union et des autres qui considèrent que ces relations seulement occasionnent la croissance des politiques populistes et la séparation idéologique qui unifie à la même dans son processus d'intégration.

### ***Antecedents et contextes:***

La Chine est l'une des plus fortes économies du monde. La croissance de ce pays durant dernier siècle a été exponentielle grâce au changement d'être une société basée sur l'agriculture à s'occuper dans la plupart de l'industrie de manufacture. Depuis qu'elle s'est appuyée, la République des Personnes de la Chine, la croissance constante du PIB per capita a changé au pays dans la deuxième économie la plus importante. Au commencement, la société chinoise avait des difficultés monétaires grâce à sa forme de gouvernement, beaucoup de personnes ont péri par la faim qu'il guettait à la population jusqu'à ce que finalement les réformes économiques de Deng Xiaoping en 1978 ont fait renaître au pays. Dès cette année, plus de réformes se sont établies et ont fait croître le progrès de la république, en permettant l'intégration de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Dans le relatif à l'Union Européenne, le désir de former une union (réunion) de pays européens a commencé il y a 60 ans, mais on n'a pas pu être d'accord d'une manière solide jusqu'à 1993. Cependant, ses accords économiques ont commencé dès l'année antérieure à la formation du groupe. Ce traité a été dénommé comme l'Union Économique et Monétaire de 1992, un accord qui leur a permis de coordonner ses femmes procureurs

politiques pour que l'on pût établir l'euro comme une monnaie commune quelques années plus tard en 2002. Les unions économiques ont été nécessaires pour l'Europe parce qu'ils voulaient éviter des conflits armés entre eux dans l'avenir. S'ils dépendent économiquement entre ceux-ci, les conflits auraient la moindre possibilité d'arriver.

En 2009, la crise financière causée principalement par la Grande Récession a fait que l'Union Européenne adoptait des mesures de raffermissement pour préserver la stabilité de sa monnaie et de ses membres. De divers pays comme la Grèce, le Portugal et l'Irlande n'ont pas pu payer ses dettes gouvernementales et ils ont eu à demander des prêts des autres membres de l'Union et le Fonds monétaire international. La croissance économique de ces pays croît très lent, en donnant comme conséquence l'incapacité de payer. L'Union Européenne a donné des montants de rachat aux pays les plus affectés pour recommencer à apporter l'équilibre économique, mais il n'a pas été complètement spécialement résolu dans la République Hellénique.

### ***Développement***

Les relations économiques de l'Union Européenne et la Chine ont crû d'une grande manière depuis que le pays asiatique a été formellement intégré à l'Organisation Mondiale du Commerce le 11 Décembre 2001. L'inclusion de la Chine à l'OMC a permis que les échanges commerciaux entre tous les membres fussent réalisés d'une manière fluída et de la forme la plus libre possible. Les relations entre les participants ont été mises au point dans surpasser les nombreuses barrières qui empêchent le commerce tels comme les tarifs dans des produits et la sécurité des nations. Grâce à ce que les problèmes qui compliquaient l'économie ont été identifiés, un multilatéralisme effectif a été promu entre l'Union Européenne et la Chine. Le manque de conflits politiques avait été un avantage jusqu'à dernières années. Récemment, le développement des relations entre les deux pays s'est trouvé déséquilibré par quelques raisons.

Les stratégies économiques entre l'UE et la Chine ont été difficiles grâce à ce que l'Europe a aussi une très forte relation avec les États-Unis d'Amérique ce qui complique beaucoup l'efficacité entre les traités commerciaux l'Europe - Asie. Il ne fait pas du bien à le pays americaine que l'Europe fait des traitements directement avec la Chine parce qu'il leur

retire un marché et l'opportunité d'exclusivité mercantile. Aussi, les différences culturelles, prioritaires, domestiques et économiques font que la coopération mercantile se complique. Certains des parties politiques européennes sont contre les relations chinoises parce qu'ils arguent que la Chine ne respecte pas les réglementations de travail et inondent l'Union l'Européen avec des produits bon marché, une pratique connue comme dumping.

Le dumping est une méthode de commerce international dans lequel un pays ou une compagnie exporte un produit à un plus bas prix de celui qui est dans le pays d'origine. Cette technique est usuellement utilisée quand c'est une exportation d'un très grand volume. L'avantage du dumping consiste en ce que le pays qui exporte le produit peut offrir des allocations au producteur pour compenser les frais que la méthode génère. Par ailleurs, maintenir les prix sous peut être à l'étranger coûteux grâce à la perte d'efficacité sociale que tous les appuis gouvernementaux génèrent. L'Organisation Mondiale du Commerce n'a pas établi un verdict officiel à propos du dumping, il il maintient légal jusqu'à ce qu'un pays puisse démontrer les évidences solides de ce que celui-ci affecte à l'économie. En ce qui concerne les mesures, pour contrecarrer cette pratique commerciale, de divers membres de l'OMC ont imposé des tarifs pour protéger ses prix nationaux.

L'Union Européenne a eu des problèmes dans les relations économiques ont maintenu avec la République Populaire Chine par des différences économiques et culturelles très remarquables. Dans un ajout, l'influence de quelques partis politiques contre la globalisation ils(elles) affaiblissent la création possible de nouveaux traités avec le pays asiatique. En 2014, le président chinois Xi Jinping a démontré son engagement avec le continent européen en signant les traités commerciaux de milliards d'euros auxquels ils font du bien à l'industrie aéronautique française. De plus, l'entreprise maritime asiatique COSCO a affirmé qu'il va investir dans des pays européens avec nécessité d'une impulsion économique comme c'est le cas de la Grèce. Selon le Conseil des Relations Extérieures, il est nécessaire de fortifier les politiques économiques entre la Chine et l'UE, de renforcer la résilience aux changements politiques et de traiter les causes du populisme pour assurer un meilleur avenir économique en Europe et dans l'Asie. Les nouveaux gouvernements européens comme le Portugal, la Grèce et la France sont contre l'intégration européenne, à cause de la récession économique que la majorité des pays ont dernièrement subie. L'Union Européenne expérimente une

hausse dans la pression populiste qui diminue l'efficacité de la récupération économique européenne et la solution des dettes.

Le populisme européen a commencé à se voir depuis la séparation du Royaume-Uni et l'Union Européenne le 29 mars 2017. Selon le Centre de Politique Globale Carnegie-Tsinghua, le Brexit ne va pas créer un effet il(elle) a dominé pour le reste des pays membres de l'union(la réunion), mais c'est une alerte pour les autorités européennes avec le propos d'analyser dans les raisons possibles pour qu'un pays abandonne la société et ils les peuvent prévenir à temps. Des membres du jury de la même organisation arguent que le manque de leadership a provoqué la hausse de pensées populistes dans le continent, par ailleurs, suggèrent que, pour éviter des changements(échanges) transcendants, il est nécessaire de renouveler l'engagement d'attaquer l'inégalité sociale et de protéger l'économie de tous les membres.

### ***Positions des pays et du Conseil***

Les différents pays du monde avaient réagi vers la crise du dumping de différentes manières. Grâce à ces actions économiques et déclarations officielles, ils voudraient une évolution qui pourrait incrémente l'adaptation vers les politiques populistes mais ils sont en désaccord en s'adaptant à la totalité vers lui.

Emmanuel Macron, le nouveau président de la France, est indiscutablement le représentant *de facto* de la victoire du projet européen vers une majeure tolérance des politiques socio-économiques libéralistes. Selon Macron lui-même, les projets économiques libéralistes internationaux, comme l'Euro, sont clés vers le développement entre les nations comme la Chine. Macron a ajouté, aussi des exemples des événements qui ont affecté l'Europe et ses pays grâce à la dénégation du populisme en France, comme les symptômes de fatigue économique au Royaume-Uni, le moteur du franc allemand qui ne fonctionne pas, l'intervention de la Grèce, la guerre en Syrie, le empouvoirement du Front National en France avec ces idées du Euro comme une «prison économique» et le fait que la zone euro n'a pas surmonté complètement les crises économiques du commencement du siècle. Pourtant, Macron a proposé de "refonder l'UE en tant que solution pour combattre la menace que représentent les populismes et l'extrême droite sur le continent". Il propose la création d'un groupe pour définir et présenter des propositions à cet effet avant l'été 2018 et

l'intégration de l'Europe simplifiée, ouverte aux pays des Balkans et à la Grande-Bretagne (s'il le souhaite). Son avis est que pour accélérer cette intégration, il propose de démarrer le plan avec l'Allemagne et d'appliquer les mêmes règles à leurs entreprises, marchés, etc. Du droit commercial à la loi sur la faillite. Ainsi qu'une force d'intervention commune et une agence de renseignement en Europe.

La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que "nous vivons dans une période d'insécurité mondiale" et la nécessité de renforcer les relations avec la Chine de l'Allemagne et de l'UE et a motivé le président de China Li à avancer dans l'ouverture du marché. Selon le ministre des Affaires étrangères, sa proposition de renforcer les relations avec la Chine ne devrait pas être interprétée comme un mouvement contre les autres Etats ou contre les relations transatlantiques en réponse aux questions liées à son échange d'opinions et d'avertissements avec Donald Trump.

Le président du gouvernement autonome des îles Canaries, Fernando Clavijo a aussi voit la souveraineté et le populisme comme les principaux défis de l'avenir pour l'UE", a-t-il déclaré, ajoutant que la recherche de solutions particulières existe et risque toujours la coexistence de l'UE. Il a également souligné qu'en raison de la crise de la dernière décennie et des dommages causés, il est tentant de rechercher des solutions individuelles et a souligné que le travail des parlements de tous les pays de l'UE est fondamental pour inverser la méfiance des citoyens envers les institutions.

La Chine même, à se profité de promouvoir la collaboration avec l'Union Européenne après que les décisions américaines d'abandonner l'accord de Paris ont politiquement fissuré ses relations avec l'Europe sur le climat, le commerce et la défense. Au cours d'une réunion du 1er ministre chinois, Li Keqiang et ses homologues européens se réunissent, l'annonce du retrait de l'UE de l'accord climatique de Paris est attendue. Ce sujet controversial est un exemple de terrain commun que la Chine et l'UE ont en commun, et ils se réunissent pour aller de l'avant avec «l'Accord de Paris» et la transition vers une énergie propre. Ce mets en évidence d'autres points la complexité qui représente la relation commerciale entre ces 2 participants par exemple et les chemins qui peuvent être pris pour résoudre les problèmes différends commerciaux entre l'Europe et Beijing, en raison de problèmes de "dumping". Sur les routes commerciales, où la Chine recherche la mondialisation et encourage le commerce,

mais l'initiative de Xi Jinping appelée «One Belt, One Road» a provoqué la méfiance dans l'UE, car elle cherche à rendre les nouvelles routes commerciales économiquement viables et politiquement acceptable dans les pays où la route commerciale est située.

Le problème même avait eu un grande impact avec les personnes importantes et des autres représentants de l'Union Européenne et, pourtant, du Conseil de l'Europe.

Le président de l'UE, Jean-Claude Juncker, a exprimé le besoin de nouveaux alliés commerciaux, de maintenir ceux qui existent déjà et de promouvoir les investissements étrangers, afin que l'UE se positionne comme un marché ouvert aux accords économiques. Juncker se félicite de la reprise progressive et fait la promotion de l'Europe en tant que zone attrayante pour faire des affaires, mais a souligné l'importance de la supervision des investissements et de la protection des secteurs stratégiques. Comme un processus de vérification, pas de contrôle. L'UE recherche des partenaires commerciaux et des investissements, mais Juncker indique qu'il est nécessaire de veiller à ce que cela soit destiné aux secteurs du futur, c'est-à-dire à l'ère numérique.

John Farnel, conseiller du centre UE-Asie, a indiqué que 20% des importations de l'UE provenaient de Chine et que 10% des importations chinoises provenaient de l'UE. Il croit que la relation entre eux se développe rapidement ainsi que les investissements entre eux et bien que la relation et la compréhension du contrôle appliqué en Chine ne soit pas facile, l'UE perçoit un traitement inégal dans la relation commerciale.

Fernando Perreau de Pinninck responsable de la fiscalité et des douanes dans l'UE, a souligné en Novembre de cette année que le défi pour l'Europe est de savoir comment tirer parti de la croissance économique de la Chine, exporter et investir et non créer de la concurrence. composants de luxe et agricoles. Lui a indiqué qu'il existe des règles commerciales multilatérales très avancées et l'Europe travaille pour faciliter le transit des produits, et a souligné que le président de la commission, Jean Claude Juncker, a indiqué que des travaux sont en cours sur la numérisation de l'environnement .



Avec son objectif d'assurer la coopération socio-économique entre les pays membres de l'Union Européenne et avec le reste du monde, le Conseil de l'Europe cherche que la situation est résoudre en utilisant des ressources de la négociation pour atteindre un point ou les deux parties du même, l'Union et la Chine, peuvent avoir un succès économique considérable entre lui même mais que les limitations qu'il aura seront pour le bien commun de chacun des intérêts des pays de l'Union Européenne.

## *Références*

---

1. An Economic History of the European Union. (2017) Economic Forecasts from the World's Leading Economists. Recherché en Décembre 30, 2017, *Focus Economics*. Web. <<https://www.focus-economics.com/blog/history-of-european-union>>
2. European Commission. (2017) Anti-dumping Trade. Recherché en Décembre 30, 2017, *European Commission*, Web. <<http://ec.europa.eu/trade/policy/accessing-markets/trade-defence/actions-against-imports-into-the-eu/anti-dumping/>>
3. Garcia, A., Xiangdong, L., & Summers, T. (2017). EU–China Economic Relations to 2025 Building a Common Future (1st ed., p. 54). London: China Center for International Economic Exchanges, Web. <[http://bruegel.org/wp-content/uploads/2017/09/CHHJ5627\\_China\\_EU\\_Report\\_170913\\_WEB.pdf](http://bruegel.org/wp-content/uploads/2017/09/CHHJ5627_China_EU_Report_170913_WEB.pdf)>
4. Hirst, T. (2017). A brief history of China's economic growth. Recherché en Décembre 30, 2017, World Economic Forum. Web. <<https://www.weforum.org/agenda/2015/07/brief-history-of-china-economic-growth/>>
5. Kahn, R. (2015). Addressing Economic Populism in Europe (1st ed., pp. 2-5). Washington D.C: Council on Foreign Relations, Web. <<https://www.cfr.org/sites/default/files/pdf/2015/12/December%202015%20GEM.pdf>>
6. Kenny, T. (2017). A Brief History of the European Debt Crisis. *The Balance*. Recherché en Décembre 30, 2017, Web. <<https://www.thebalance.com/what-is-the-european-debt-crisis-416918>>
7. Comisión Europea (2017). LA UE Y LA UNIÓN ECONÓMICA Y MONETARIA. Recherché en Décembre 30, 2017, *Comisión Europea*. Web. <<http://publications.europa.eu/webpub/com/factsheets/emu/es/#what-the-eu-is-doing>>
8. Zhiqin, S. (2017). Could the EU's Political Earthquake Affect Sino-EU Relations?. Carnegie Endowment for International Peace. Recherché en Décembre 30, 2017, Web. <<http://carnegieendowment.org/2014/07/15/could-eu-s-political-earthquake-affect-sino-eu-relations-pub-56159>>
9. Zhiqin, S., & Geis, A. (2017). Brexit, Refugees, and Right-wing Populism: China's Relations with an Uncertain Europe. Carnegie-Tsinghua Center. Recherché en Décembre 30, 2017, Web. <<http://carnegietsinghua.org/2016/09/20/brexit-refugees-and-right-wing-populism-china-s-relations-with-uncertain-europe-event-5370>>

10. Comité Español (2017) Almuerzo-Coloquio con Fernando Perreau de Pinninck, Jefe de Unidad de la DG de Fiscalidad y Aduanas de la UE: las relaciones comerciales con China deben ser una oportunidad para Europa. Recherché en Décembre 30, 2017, *Liga Europea de Cooperación Económica*. Web. <<http://www.leceonline.org/almuerzo-coloquio-comercio-fiscalidad-aduanas-ue/>>
11. Casajuana, C. (2017) La Unión Europea y el Populismo. Recherché en Décembre 30, 2017, *El País*. Web. <[https://elpais.com/elpais/2017/03/30/opinion/1490897434\\_887439.html](https://elpais.com/elpais/2017/03/30/opinion/1490897434_887439.html)>
12. Corradini, L. (2017) Macron propone Proteger a la UE del Populismo. Recherché en Décembre 30, 2017, *La Nacion*. Web. <<http://www.lanacion.com.ar/2066752-macron-propone-proteger-a-la-ue-del-populismo>>
13. Europa Press (2017) Clavijo ve el soberanismo y el populismo como los principales retos de futuro para la UE. Recherché en Décembre 30, 2017, *20 Minutos*. Web. <<http://www.20minutos.es/noticia/3207747/0/clavijo-ve-soberanismo-populismo-como-principales-retos-futuro-para-ue/>>
14. El Mundo (2017) Angela Merkel pide reforzar la relación con China "en tiempos de inseguridad global". Recherché en Décembre 30, 2017, *El Mundo*. Web. <<http://www.elmundo.es/internacional/2017/06/01/592fd6ca47414b308b462c.html>>
15. Erquicia, A. (2017) La política comercial de la Unión Europea: China y la economía digital. Recherché en Décembre 30, 2017, *CC Europa*. Web. <<https://cceuropa.net/2017/09/15/la-politica-comercial-de-la-union-europea-china-y-la-economia-digital/>>
16. Sanchez, E. (2015) Relaciones Comerciales Entre China y la UE. Recherché en Décembre 30, 2017, *Euronews*. Web. <<http://es.euronews.com/2015/05/08/relaciones-comerciales-entre-china-y-la-ue>>

## *Glossaire*

---

### **A**

**Aéronautique:** Science de la navigation aérienne et de la technique des avions et des engins aériens.

### **C**

**Commerce:** Activité consistant dans l'achat, la vente, l'échange de marchandises, de denrées, de valeurs, dans la vente de services ; métier de celui qui achète des objets pour les revendre

**Coûteux:** Qui exige de grands sacrifices, qui a des conséquences fâcheuses.

### **D**

**Dette:** Somme d'argent que l'on doit à quelqu'un à qui on l'a empruntée

**Domestique:** Qui concerne le pays que l'on habite par opposition à l'étranger

**Dumping:** Pratique commerciale qui consiste à vendre une marchandise sur un marché étranger à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché intérieur, parfois même au-dessous du prix de revient.

### **E**

**Exportation:** Action de vendre et d'expédier à l'étranger des produits nationaux.

### **G**

**Globalisation:** Tendance des entreprises multinationales à concevoir des stratégies à l'échelle planétaire, conduisant à la mise en place d'un marché mondial unifié

## H

**Hausse:** Augmentation de degré, de valeur, de prix.

## I

**Intérêt:** Rémunération d'un prêt de l'emprunteur (pour lequel il représente une charge) au prêteur (pour lequel il est un profit); il fait alors, avec le principal (ou capital restant dû) partie des mensualités.

## M

**Mercantilisme:** Doctrine économique, élaborée au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> s. à la suite des découvertes, en Amérique, de mines d'or et d'argent, selon laquelle les métaux précieux constituent la richesse essentielle des États.

**Multilatéralisme:** Technique qui privilégie, au niveau des relations internationales, les rapports de chaque pays avec l'ensemble des autres.

## P

**Politique:** Ensemble des options prises collectivement ou individuellement par les gouvernants d'un État dans quelque domaine que s'exerce leur autorité

**Populiste:** Idéologie politique de certains mouvements de libération nationale visant à libérer le peuple sans recourir à la lutte des classes.

## R

**Rachat:** Acquisition par une société des actions constitutives de son propre capital social ou des obligations qu'elle a émises.

**Raffermissement:** Remettre quelqu'un, un groupe dans un état plus stable, plus assuré, les confirmer dans telle position

**Récession:** Ralentissement ou fléchissement de l'activité économique.

**Réforme:** Changement de caractère profond, radical apporté à quelque chose, en particulier à une institution, et visant à améliorer son fonctionnement

**Régulation:** Processus complexe par lequel un système économique et social parvient à se reproduire dans le temps en conservant l'essentiel de ses caractéristiques structurelles.

**Ressource:** Ce qui peut fournir ce dont on a besoin.

## S

**Société:** Tout groupe social formé de personnes qui se réunissent pour une activité ou des intérêts communs

## T

**Traité:** Lettre de change qu'un banquier tire sur un de ses correspondants, un commerçant sur celui à qui il a fourni une marchandise.

## *Questions Guide*

---

1. Quelles sont les possibles répercussions positives et négatives que les relations commerciales avec la Chine pourraient avoir à l'Europe au long terme?
  1. Est-ce que les tous les pays de l'Union Européenne, en parlant de ses capacités socio-commerciaux, sont déjà préparés pour l'arrivée de ces politiques populistes? Pourquoi?
  1. Comme est-ce qu'on pourrait adapter les lois et politiques commerciaux existants de l'UE pour faciliter l'échange avec ces de la Chine?
  1. Comme est-ce qu'on pourrait avoir une situation commerciale compétitive mais pacifique pour ou en contre de la Chine? Est-ce qu'il y a du potentielle pour une coopération bilatérale entre les deux parties?
  1. Quelles mesures peuvent être implémentés pour diminuer ou éviter la pratique du "dumping" sur le marché commerciale?